



OBSERVATOIRE AFRIQUE DE L'EST ENJEUX POLITIQUES & SÉCURITAIRES

NOTE 2

DYNAMIQUES DES MOBILISATIONS EN ÉTHIOPIE DEPUIS LES ÉLECTIONS DE 2015

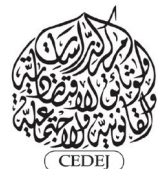
Jeanne AISSERGE - Consultante Indépendante

Août 2017

L'**Observatoire de l'Afrique de l'Est** (2017-2010) est un programme de recherche coordonné par le Centre d'Etude et de Documentation Economique, Juridique et Sociale de Khartoum (MAEDI-CNRS USR 3123) et le Centre de Recherches Internationales de Sciences Po Paris. Il se situe dans la continuité de l'Observatoire de la Corne de l'Afrique qu'il remplace et dont il élargit le champ d'étude. L'Observatoire de l'Afrique de l'Est a vocation à réaliser et à diffuser largement des Notes d'analyse relatives aux questions politiques et sécuritaires contemporaines dans la région en leur offrant d'une part une perspective historique et d'autre part des fondements empiriques souvent difficilement accessibles.

L'Observatoire est soutenu par la Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie (ministère des Armées français). Néanmoins, les propos énoncés dans les études et Observatoires commandés et pilotés par la DGRIS ne sauraient engager sa responsabilité, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère des Armées.

Il s'appuie par ailleurs sur un large réseau de partenaires : l'Institut français des relations internationales, le CFEE d'Addis-Abeba, l'IFRA Nairobi, le CSBA, LAM-Sciences Po Bordeaux, et le CEDEJ du Caire.



Les notes de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est sont [disponibles en ligne sur le site de Sciences Po Paris](#).

Coordination
Jean-Nicolas BACH
Roland MARCHAL

Table des matières

Résumé / Summary	4
Chronologie indicative	5
Introduction	6
1. Des injustices foncières mobilisatrices, réprimées dans le sang et la précipitation	7
2. Actions improvisées et solidarités locales transrégionales	11
3. Internet et les réseaux sociaux: l'émergence controversée d'une société civile du web	12
4. La remobilisation étatique: une fuite en avant autoritaire à court terme	16
Conclusion: protestations croissantes et enlisement à court terme	18

Résumé / Summary

Les protestations qui ont secoué l’Ethiopie à partir de novembre 2015 ont souvent été interprétées en termes de conflits ethniques et de mécontentements locaux conjoncturels relatifs au développement autant récent que rapide du pays, dégénéralant en raison de leur instrumentalisation, via internet, par les opposants de la diaspora et autres ‘ennemis extérieurs’ du régime éthiopien. Néanmoins, l’examen de leurs dynamiques de mobilisation révèle les limites de ces interprétations classiques. Amorcées moins de six mois après la tenue et les résultats fort controversés des élections législatives de mai 2015, ces protestations d’une ampleur et d’une durée inédites sont davantage le produit de soulèvements spontanés locaux non partisans contre l’accumulation des injustices liées à la corruption des administrations étatiques, dont une grande partie des populations éthiopiennes s’estime victime. Ces mouvements sociaux émergent d’abord localement, là où les tensions foncières sont souvent les plus vives, comme les territoires convoités de la région oromo autour d’Addis-Abeba. Ils s’étendent ensuite rapidement avec la multiplication d’incidents tragiques et la répression violente et désordonnée des forces de l’ordre, favorisant le développement de solidarités transrégionales improvisées – en particulier entre Oromo et Amhara –, relayé par internet et la conduite d’actions communes visant à paralyser l’économie du pays.

Mots-clefs / Key Words : Ethiopie, développement, investisseurs, administration des terres, protestations, mobilisations, violences, répressions, blocages économiques, internet et réseaux sociaux

Chronologie indicative

2011-2012	Mobilisations dans les Régions Oromo et Amhara contre le projet du gouvernement fédéral d'imposer un Islam d'Etat basé sur la doctrine <i>al-Ahbash</i>
Mars 2014	Fondation d' <i>Oromo Media Network</i> dans l'Etat américain du Minnesota
Mai 2014	Manifestations soutenues dans les villes de la Région Oromo comme Ambo ou Haramaya suite au remaniement de l'administration de la zone industrielle entourant Addis-Abeba (<i>Special Zone Surrounding Finfinne – SZSF</i>)
Avril 2015	Mouvements de protestation anti-gouvernementaux à Addis-Abeba suite à la décapitation des migrants éthiopiens par Daesh sur les plages libyennes
Mai 2015	Elections législatives (Chambre basse du Parlement fédéral et Conseils régionaux)
Novembre 2015	Soulèvements populaires violemment réprimés à Guinchi marquant le début d'une série de protestations et leur extension aux villes de la Région Oromo Arrestation de Bekele Gerba, leader de l' <i>Oromo Federalist Congress</i> , l'un des principaux partis d'opposition oromo
Décembre 2015	Protestations contre le remaniement administratif du district de Konso dans le sud-est de l'Ethiopie
Février 2016	Incidents tragiques embrasant les villes d'Aje, Siraro, Shalla et Shashamene dans le sud de la Région Oromo Mise à sac de l'entreprise de construction tigréenne proche du gouvernement fédéral sur le campus de l'Université de Haramaya dans l'est de la Région Oromo Intensification des protestations autour de Bahir Dar dans la Région Amhara
Eté 2016	Soulèvements à Addis-Abeba suite à la destruction brutale de quartiers populaires dans le sud-est et sud-ouest de la capitale éthiopienne Protestations réprimées dans le sang à Bahir Dar et Gondar dans la Région Amhara contre le rattachement de la zone du Wolkayt à la Région du Tigray Convergence des mobilisations dans les Régions Oromo et Amhara
Octobre 2016	Répression meurtrière lors de la célébration annuelle dite d' <i>Irreecha</i> à Debre Zeyt dans la Région Oromo du Shewa Saccages d'entreprises étrangères installées dans la proche banlieue d'Addis-Abeba entraînant l'instauration de l'état d'urgence
Mars 2017	Effondrement tragique d'une montagne de détritrus à la décharge de Koshe dans la périphérie d'Addis-Abeba Prolongation de quatre mois de l'état d'urgence par le Parlement fédéral
Août 2017	Levée de l'état d'urgence par le Parlement fédéral

Introduction

Depuis plusieurs années, l’Éthiopie attire l’attention des investisseurs étrangers, des experts régionaux et des institutions internationales de façon pour le moins paradoxale ; en effet, l’intérêt grandissant pour ce géant d’Afrique de l’Est de près de 100 millions d’habitants repose non seulement sur son impressionnante croissance annuelle du PIB, mais aussi sur les inquiétudes nourries par la multiplication des protestations et violences qui ont ébranlé une large partie du pays au cours de ces deux dernières années.

L’irruption de ces mouvements sociaux a été généralement associée au regain des tensions ethniques, héritées des précédents régimes impériaux et militaro-communistes, favorisé aujourd’hui par les inégalités sociales et autres effets secondaires inévitables et momentanés du modèle de développement étatique dirigiste promu par l’*Ethiopian People’s Revolutionary Democratic Front* (EPRDF), la coalition gouvernementale au pouvoir depuis l’avènement de la *Federal Democratic Republic of Ethiopia* (FDRE) dans la première moitié des années 1990.

Alors que l’EPRDF reconnaît depuis peu la nécessité d’endiguer la corruption et de promouvoir – en apparence pour le moins – un examen critique ou, pour reprendre la terminologie officielle, un ‘profond renouveau’ (*tilkitehadeso* en amharique) de son fonctionnement, la coalition au pouvoir depuis 26 ans pointe surtout la responsabilité de différents ennemis extérieurs (‘terroristes islamistes wahhabis/salafistes’, ‘agents érythréens’ ou encore ‘puissances occidentales néolibérales’), accusés d’encourager les mouvements de protestation et le chaos social pour empêcher la réussite du modèle de développement autonome éthiopien.

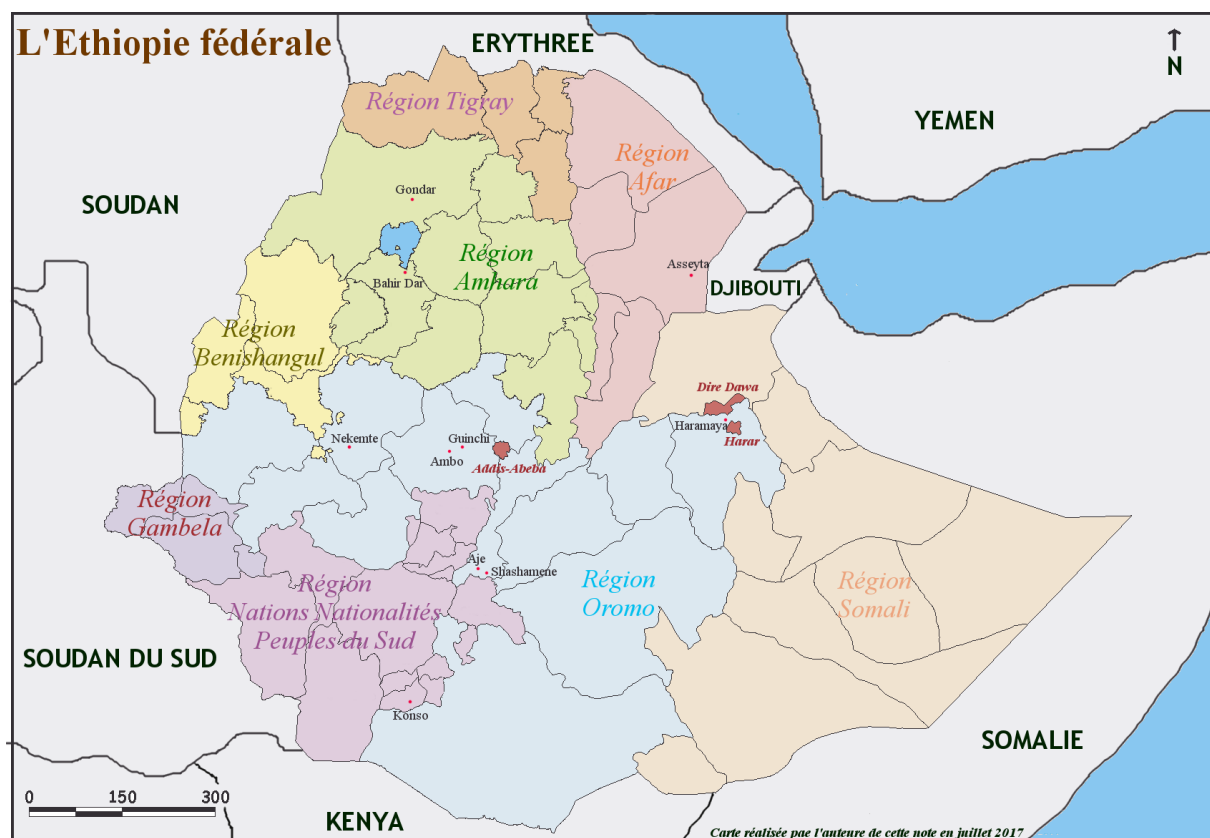
Si le discours nationalo-développementiste du pouvoir éthiopien s’inscrit dans sa volonté de maintenir coûte que coûte son monopole de la mobilisation sociale¹, les interprétations souvent très générales des troubles récurrents qui ont agité le pays depuis novembre 2015 ne semblent pas en mesure de dévoiler les dynamiques de mobilisation propres à ces protestations et violences d’une amplitude et d’une durée inédites.

Cette Note propose d’explorer plus concrètement ces dynamiques de mobilisation en revenant d’abord sur les séries d’incidents mobilisateurs survenus à travers le pays moins de six mois après les élections législatives de mai 2015². Ce retour sur leurs circonstances, acteurs, pratiques et formes de pérennisation propres ouvre la voie à une évaluation nuancée du rôle controversé des médias sociaux et des activistes éthiopiens exilés à l’étranger

1 Sur ce monopole et le maintien des modes de gouvernement autoritaire de l’EPRDF après le décès de Meles Zenawi (2012), et les inquiétudes suscitées par le modèle de l’état développementiste éthiopien, voir notamment le volume de la revue *Politique africaine*, « L’Éthiopie après Meles », Juin 2016, vol. 142, sous la direction de Jean-Nicholas Bach.

2 Sur les élections générales de 2015, voir Jon Abbink, « Paradoxes of electoral authoritarianism: the 2015 Ethiopian elections as hegemonic performance », *Journal of Contemporary African Studies*, 35:3, 2017, p. 303-323 ; Jean-Nicholas Bach, « Les élections éthiopiennes de 2015 : un drame en trois actes pour l’opposition libérale multinationale », *Critique internationale*, Juillet-Septembre 2017.

via internet, davantage relais transnationaux qu'initiateurs des protestations régionales. Enfin, l'examen des dispositifs de remobilisation mis en place par les autorités éthiopiennes pour endiguer ces soulèvements populaires révèle la fuite autoritaire d'un régime acculé par ses contradictions et son refus de faire, jusqu'à présent, de véritables concessions sur l'ouverture même mesurée du champ sociopolitique national.



1. Des injustices foncières mobilisatrices, réprimées dans le sang et la précipitation

En raflant la totalité des sièges lors du scrutin controversé de mai 2015, l'EPRDF a marqué sa détermination à imposer son monopole absolu de la mobilisation électorale et de la représentation nationale. Les entraves à la participation effective de l'opposition et les violentes répressions postélectorales ont ainsi largement contribué à renforcer les frustrations populaires à l'égard des politiques de développement imposées par le régime, notamment dans le domaine foncier où la corruption des administrations étatiques et la violence des forces de l'ordre ont largement alimenté les mobilisations sociales observées à partir de novembre 2015.

Si Addis-Abeba est restée relativement à l'écart de ces mouvements sociaux, les tensions de plus en plus violentes autour des politiques foncières à l'intérieur et aux abords de la capitale éthiopienne n'ont cessé d'alimenter les soulèvements survenus d'abord dans les villes et campagnes voisines de la Région Oromo, puis dans celles des Régions Amhara, Afar ou encore du sud-ouest.

Le calme très relatif observé à Addis-Abeba durant les protestations amorcées fin 2015 repose surtout sur l'important dispositif policier qui cadenasait la cité en permanence. A l'apogée des soulèvements au cours de l'automne 2016, ce dispositif fut renforcé au moment de la proclamation de l'état d'urgence par des barrages filtrant établis aux principaux carrefours et entrées de la capitale, accompagnés de fouilles systématiques étendues aux écoles secondaires et aux campus universitaires.

Au-delà de ce dispositif sécuritaire accru, différents événements survenus ces dernières années ont rappelé, s'il le fallait, que la capitale éthiopienne restait l'un des principaux symboles des injustices foncières nationales, concentrant autour d'elle des dynamiques de mobilisation plurielles au cocktail potentiellement détonnant. Parmi ces événements, trois d'entre eux semblent majeurs.

Un mois avant les élections de mai 2015, après la décapitation médiatisée des migrants éthiopiens par Daesh sur les plages libyennes, les soulèvements populaires initiés dans le quartier populaire de Cherkos, d'où partirent la plupart de ces migrants assassinés, gagnent et débordent la place de Meskal (où les discours du maire d'Addis-Abeba et du Premier ministre dans le cadre du deuil national déclaré par les autorités ont été copieusement sifflés), pour être finalement violemment dispersés aux abords du Parlement. Ces manifestations au cœur de la capitale éthiopienne ont révélé l'ampleur de la colère populaire face aux injustices des politiques de développement nationales, poussant des milliers d'Ethiopiens sans terre ni réelles perspectives professionnelles à risquer leur vie en tentant de migrer clandestinement vers l'Europe.

En juin 2016, la destruction précipitée d'un quartier populaire de Kirkos (rasé pour la construction d'un abattoir financé par l'Agence française pour le développement) entraîne la mort de plusieurs enfants qui dormaient dans les maisons abattues par les bulldozers. Ce drame génère une vague de violence marquée par le lynchage du chef de district par les habitants en colère et l'intervention sanglante de la police fédérale. Des violences similaires secouent d'autres quartiers populaires brutalement démolis dans le sud-est de la capitale en juillet 2016.

Enfin, les attaques et saccages ciblant en octobre 2016 des entreprises en grande partie étrangères installées dans la proche banlieue d'Addis-Abeba ont souligné la prégnance des controverses foncières dans cette zone périphérique de la capitale éthiopienne, où se concentrent la majeure partie des investissements agro-industriels étrangers, mais aussi les dynamiques de

mobilisation les plus fortes. Créée en 2010, la *Special Zone Surrounding Finfinne* (SZSF) institutionnalise une zone tampon, ou plutôt d'entre-deux, censée faciliter le schéma de développement économique de la capitale du pays, en regroupant les territoires périphériques de la cité auparavant administrés par la Région Oromo.

Des manifestations soutenues de mai 2014 dans les villes oromo proches d'Addis-Abeba comme Ambo ou, plus éloignées, comme Haramaya dans le Harargué, aux saccages commis fin 2016 dans la proche banlieue de la capitale, cette zone agro-industrielle majeure continue d'entretenir d'importantes dynamiques mobilisatrices en raison du flou, de la volatilité et de l'imprévisibilité qui l'entourent – de l'opacité des procédures de réattribution des terres par les districts locaux (*qebele*, *wereda*) à l'illisibilité des dispositifs institutionnels maintes fois remaniés de la co-administration de la SZSF par les autorités d'Addis-Ababa et celles de la région oromo, ou encore les statuts et prérogatives pluriels et mouvants de la cité à la fois capitale de la FDRE et de l'Etat régional oromo, ravivant les tensions historiques concernant la gestion des territoires oromo autour de l'enclave d'Addis-Abeba³.

Depuis les soulèvements populaires de mai 2014 observés dans plusieurs villes de la région oromo contre la révision du plan d'occupation des terres d'Addis-Abeba et de la SZSF, la capitale éthiopienne et ses environs sont devenus le symbole de la résistance légitime des populations locales face à l'ingérence des autorités fédérales et l'injustice des politiques de *land grabbing* dans les territoires administrés par les Etats régionaux.

Si le pourrissement croissant des tensions foncières à Addis-Abeba et ses alentours a sensiblement alimenté les soulèvements durables qui ont traversé d'abord la région oromo, avant de s'étendre aux Régions Amhara au nord, Afar à l'est et au sud du pays, il n'explique cependant pas à lui seul le déclenchement, la contagion et la pérennité des protestations amorcées à partir de novembre 2015. L'examen des dynamiques de mobilisation locales dévoile les conséquences entropiques de la multiplication des interventions sanglantes et désordonnées des forces de l'ordre aux quatre coins du pays, pour mater toute forme de désaccord, d'opposition ou de critique populaire contre les logiques souvent arbitraires de répartition des terres, appliquées par des administrations locales et régionales largement corrompues.

Le 12 novembre 2015 dans la ville de Guinchi, un groupe d'habitants composé majoritairement de jeunes gens accompagnés de personnes plus âgées (parmi lesquelles plusieurs 'sages' ou 'anciens' très respectés localement) décide d'aller à la rencontre de la demi douzaine d'officiels venus d'Addis-Abeba pour s'entretenir avec les représentants de la municipalité et des arrondissements ruraux alentours. Ces habitants soupçonnent les fonctionnaires arrivés de la capitale d'organiser dans la plus grande discrétion et

3 Pour une analyse détaillée de l'imbraglio juridique autour de la capitale éthiopienne, voir Ketsma Wakjira, 2016, « The Challenges of Urbanization and Inter-Jurisdictional Cooperation in Addis Ababa and the Surrounding Towns of the Oromiya Region », dans E.Ficquet *et al.*, *Movements in Ethiopia/Ethiopia, Movement, Proceedings of the 18th International Conference of Ethiopian Studies*, Addis Ababa/Los Angeles, Cfee-AAU-Tsehai Publishers, vol.2 : 333-344.

avec la complicité des autorités locales le pilotage de plusieurs projets de développement, impliquant notamment la réquisition du site de la principale école de la ville et du terrain de football municipal au profit d'un investisseur basé à Addis-Abeba, ainsi que la reconversion de la forêt voisine de Chilamo en zone d'activités destinée à accueillir d'autres projets d'investissement. La confrontation entre les habitants et les représentants de la capitale et des administrations locales dégénère. Comme ces derniers, les policiers municipaux et fédéraux sont bousculés par un nombre croissant d'habitants en colère rassemblés autour des bureaux administratifs de la ville. Pris de panique, les forces de l'ordre tirent dans la foule et la rue principale se transforme en champ de bataille chaotique. Les renforts de la police fédérale arrivés sur place reprennent partiellement le contrôle du centre ville. Au moins quarante personnes sont tuées, principalement des civils, et des dizaines d'autres blessées ou encore arrêtées. Ce premier incident majeur à Guinchi est considéré comme le déclencheur des protestations qui allaient s'étendre dans les semaines suivantes à plusieurs villes voisines du Shewa et, plus à l'est de la région oromo, jusqu'à Haramaya.

A la mi-février 2016 dans le district de l'Ouest Arsi de la région oromo, près de la ville de Shashamene, un bus rempli de convives se rendant à un mariage près d'Aje et reprenant en chœur des chants oromo en l'honneur des futurs mariés est stoppé par la police fédérale qui les soupçonnent d'être des activistes oromo en route pour une manifestation improvisée. Malgré les explications fournies par les convives, les policiers refusent de laisser le bus repartir. Le ton monte et les invités du mariage défient à leur tour les policiers en jugeant anormale leur présence et l'interpellation de leur convoi, mission relevant d'abord à leurs yeux de la police régionale oromo et non des forces fédérales. Un attroupement de paysans locaux se forme autour du bus et, à nouveau, les forces de l'ordre sont malmenées et, acculées par la foule, font un usage précipité et aveugle de leurs armes, occasionnant plusieurs morts et embrasant les villes voisines de Siraro, Shalla et Shashamene pendant près d'une semaine.

Des incidents similaires marqués par la violence et la précipitation – voire la panique – des forces de l'ordre tendent à se multiplier au début de l'année 2016, avec la répression des protestations contre les injustices flagrantes des tractations foncières menées par les administrations locales dans les Régions Oromo (à Nekemte notamment), Amhara (Bahir Dar et Gondar principalement, suite au projet de rattacher le district de Wolkayt, où se concentrent d'importants investissements agro-industriels, à la Région du Tigray), Afar (près d'Asseyta autour du détournement des rivières et points d'eau au bénéfice des plantations de canne à sucre administrées par des entreprises éthiopiennes et indiennes) ou encore dans le sud-est (en particulier suite à la réorganisation imposée des districts konso).

2. Actions improvisées et solidarités locales transrégionales

Comme le résume ce commentaire entendu à maintes reprises dans les villes secondaires régionales - « ils ont pris nos terres et tué nos enfants, nous n'avons plus rien à perdre » - ces incidents répétés auto-générateurs de mobilisations sociales sont ainsi d'abord le résultat de réactions spontanées à des situations de chaos, de désespoir et de colère face à la répression systématique de toute forme de désaccord avec les autorités, aux interventions trop souvent sanglantes et précipitées des forces de l'ordre ou encore à l'impunité générale au sein de l'Etat-EPRDF.

Les mobilisations autour de ces incidents à répétition n'ont à aucun moment été incitées ou orchestrées par les partis d'opposition, marginalisés souvent par l'arrestation dès la fin 2015 de leurs principaux dirigeants, comme Bekele Gerba, leader de *l'Oromo Federalist Congress*, l'un des principaux partis oromo d'opposition. Leurs actions se sont limitées à des appels au calme ou à des communiqués dans les médias nationaux et internationaux intimant aux autorités éthiopiennes de cesser les violences à l'égard des civils et de réformer en profondeur les politiques de développement et les pratiques foncières inacceptables dans les régions.

Sans véritable stratégie en amont, les meneurs souvent ponctuels de ces protestations locales s'organisent généralement en équipes improvisées regroupant dans une large mesure des étudiants, des jeunes manutentionnaires ou journaliers vivant dans la rue, mais aussi des paysans d'âges variés ou encore des instituteurs et employés issus des classes intermédiaires. Dans les zones majoritairement rurales de la Région Amhara et de l'est de la Région Oromo (dans les campagnes du Harargué notamment), ces équipes de meneurs sont souvent chapeautés, à défaut d'être véritablement sous leur autorité, par des figures jouissant d'une certaine notoriété locale, à travers leur implication dans la résolution coutumière des conflits, leurs fonctions militaires durant le précédent comité militaro-communiste dirigé par Mengistu Hailemaryam (*Derg*, 1974-1991) ou bien leur désertion récente des forces militaires de l'actuel régime⁴.

Caractérisées par la colère et l'improvisation, les logiques de mobilisation et d'action se déploient dans un premier temps à l'échelle locale sous la forme de manifestations ou sit-in d'abord pacifiques, virant rapidement aux saccages de bureaux administratifs et aux destructions violentes d'entreprises éthiopiennes proches de l'EPRDF ou concédées à des investisseurs étrangers, perçus comme les complices de la coalition gouvernementale au pouvoir. Si de tels saccages ont déjà eu lieu lors des protestations contre le Master Plan d'Addis-Abeba et de la SZSF en 2014, l'intensité et l'étendue des destructions des roseraies hollandaises, des infrastructures de la célèbre compagnie turque de câbles industriels ou encore de l'usine de chaus-

4 Si des désertions ont été signalées par plusieurs sources concordantes au sein de l'armée éthiopienne et des forces de l'ordre régionales, notamment autour des villes de Bahir Dar et Gondar dans la Région Amhara, le nombre et le grade de ces déserteurs ont fait l'objet de diverses spéculations qu'il ne m'a pas été possible d'évaluer en détails.

sures chinoise perpétrées en octobre 2016 ont été beaucoup plus marquées, médiatisées et traumatisantes.

Face à la répression systématique des manifestations publiques, même pacifiques, d'autres types d'actions plus innovantes ont été développés en ciblant cette fois les intérêts économiques de l'EPRDF et de ses alliés investisseurs, afin d'entraver le fonctionnement de l'économie du pays, tout en évitant le plus possible les confrontations directes, sanglantes et inutiles avec les forces de l'ordre. Il s'agit en premier lieu de l'installation de barrages routiers, utilisés de façon récurrente depuis fin 2015 dans la Région Oromo (notamment autour d'Addis-Abeba), puis étendue aux Régions Amhara, Afar et du Sud au cours de l'année 2016. Ce sont également les opérations ville morte menées à plusieurs reprises et très suivies localement à Gondar et à Bahir Dar dans la Région Amhara, ou plus ponctuellement dans diverses villes secondaires de la Région Oromo.

Les logiques de pérennisation de ces protestations improvisées ont été presque manifestes dans la région oromo juste après les incidents à Guinchi le 12 novembre 2015, à travers les soulèvements organisés dès la semaine suivante en signe de solidarité par les étudiants des villes voisines d'Ambo et de Wolonkomi ou, plus distantes, de Haramaya. Sur le campus universitaire de celle-ci, les protestations de février 2016 ont été marquées par la mise à sac du chantier de l'entreprise tigréenne proche de la coalition gouvernementale de l'EPRDF et assurant la construction du nouveau campus des sciences et technologies. Bien que les étudiants originaires des villes et campagnes du centre et de l'ouest de la Région Oromo (Shewa et Wollaga) soient à l'initiative de ces actions, ils ont cependant été rapidement rejoints par des étudiants oromo venant des circonscriptions plus au sud de l'Arsi ou du Balé, puis par une bonne partie des jeunes locaux et migrants journaliers (pas seulement oromo) vivant dans les rues et marchés de Haramaya.

Nouées d'abord autour d'une frustration et colère partagées contre l'administration corrompue des terres et la répression sanglante des forces de l'ordre, les formes de solidarités locales développées dès le début des mouvements sociaux en novembre 2015 ont accéléré l'émergence de dynamiques de mobilisation et d'action sociale capables de dépasser les clivages socio-historiques aussi bien au sein des communautés oromo (comme ceux fort prégnants entre Oromo musulmans du Harargué et Oromo chrétiens du Shewa/Wollaga), qu'à l'égard d'autres communautés ethniques ou nationales de l'Ethiopie, avec la convergence transrégionale des mobilisations oromo et amhara dès l'été 2016 et leur pérennisation à travers les réseaux sociaux et les chaînes d'information en ligne.

3. Internet et les réseaux sociaux: l'émergence controversée d'une société civile du web

Le développement d'internet et son impact sur les mobilisations sociales sont indéniables, mais l'émergence d'une société civile éthiopienne du web demeure controversée. Si leur impact dans les soulèvements qui ont bous-

culé le pays depuis la fin 2015 a été largement exagéré, les réseaux sociaux et sites d'information en ligne ont davantage contribué au façonnement d'un ensemble pluriel, critique et potentiellement constructif de relais transnationaux des mobilisations locales transrégionales.

La coalition gouvernementale au pouvoir depuis 26 ans justifie officiellement son contrôle accru d'internet par le nécessaire endiguement des tentatives toujours plus intenses d'infiltration et de déstabilisation de la nation éthiopienne conduites par ce qu'elle considère comme des 'terroristes'. Ainsi, d'après le discours formel des autorités éthiopiennes, la censure d'un nombre croissant de sites ou le blocage total d'internet régionalement et nationalement ne constituerait pas une atteinte majeure à la liberté d'expression, mais plutôt une forme de légitime défense pour contrer les complots 'terroristes' et autres entreprises de propagande soutenues – voire directement fomentées – par les 'ennemis extérieurs' de l'Ethiopie, tels les gouvernements érythréen et égyptien, les monarchies arabes 'salafi' ou 'wahhabi', ou encore les 'puissances néo-libérales' opposées à l'émergence d'un Etat éthiopien fort et indépendant, en tentant par tous les moyens de saper la réussite des politiques de développement mises en place au cours des deux dernières décennies.

A côté de ces condamnations sans appel, des critiques plus nuancées sont formulées par une partie de la population du pays et de la communauté internationale sur la capacité des sites internet à simplement informer ou à véritablement attiser les violences. Le manque de fiabilité de leurs traitements des mouvements populaires en Ethiopie a été pointé du doigt, tout comme leur déconnexion des réalités éthiopiennes (la plupart des sites d'information, blogs et réseaux sociaux étant gérés par des individus habitant souvent en Occident), leur amateurisme journalistique ou leurs pratiques volontaires de la désinformation, visant à encourager les soulèvements populaires et le recours à la violence.

Certes, les raisons non avouées de la multiplication des blocages d'internet par le gouvernement éthiopien résident là encore dans sa volonté de conserver son monopole de l'information et de la mobilisation sociale en muselant systématiquement tout discours critique à son égard. Mais les accusations plus larges de désinformation et d'attisement des violences dirigées à l'encontre des sites d'informations, blogs et réseaux sociaux du web depuis le déclenchement des protestations en novembre 2015 doivent être sensiblement modérées. Loin de favoriser l'infiltration de groupes terroristes et le chaos en Ethiopie, les pratiques d'internet et les dynamiques de mobilisation qu'elles génèrent révèlent davantage l'émergence de relais transnationaux pluriels aux potentiels plus fédérateurs que destructeurs.

Les pratiques d'internet se caractérisent d'abord par la multiplication et la circulation accrue des points de vue. Depuis plusieurs années, les utilisateurs du web ne se limitent plus aux militants politiques de l'opposition exilés en Europe, en Amérique du Nord ou en Australie, ni aux élites de la capitale éthiopienne. L'accès à internet par l'intermédiaire des téléphones portables et le partage d'informations via Bluetooth (pour pallier les coupures

fréquentes du réseau) ont en effet récemment contribué à l'augmentation sensible du nombre d'internautes en Ethiopie, mais aussi à la diversification de leurs profils (étudiants dans les universités régionales, employés dans les villes secondaires du pays ou encore agriculteurs résidant dans les zones rurales) et de leurs usages sociaux du web.

Les sites les plus couramment visités sont assez diversifiés. La fréquentation des sites des partis politiques de l'opposition est aujourd'hui nettement concurrencée par celle des réseaux sociaux comme Facebook, Tweeter et d'autres interfaces comme les blogs, les chaînes d'information online (*Esat* et *Oromo Media Network* principalement) ou encore les forums animés par les réformistes religieux chrétiens ou musulmans. Loin de s'opposer systématiquement au régime fédéral éthiopien et/ou d'incarner des formes d'intransigeance fanatique fondamentaliste, ces sites et leurs diverses pratiques semblent davantage offrir les espaces et moyens pour le développement de mobilisations sociales décentralisées, échappant au monopole et à la censure du régime EPRDF.

Le cas d'*Oromo Media Network* (OMN), l'un des relais les plus actifs des soulèvements sociaux de ces deux dernières années, paraît significatif et révélateur de ces nouveaux développements d'internet en Ethiopie. OMN est fondée en mars 2014 à Minneapolis dans l'Etat du Minnesota par plusieurs personnalités oromo, exilées aux Etats-Unis pour la plupart depuis les années 1970 et issues des milieux journalistiques (comme son premier directeur exécutif, Girma Tadesse) et universitaires (comme Mohammed Hassan, professeur d'histoire à Georgia State University). Successeur de Girma Tadesse, Jawar Mohammed est à la tête d'OMN depuis le 1^{er} avril 2015. Ancien sympathisant de l'EPRDF, il obtient une bourse du gouvernement éthiopien en 2003 pour poursuivre ses études universitaires d'abord à Singapour, puis aux Etats-Unis au Département de Science politique de Columbia University. Son rapprochement progressif des cercles d'opposants oromo, notamment au Minnesota où ils sont très représentés, le convainc de s'impliquer dans la lutte contre l'oppression des populations oromo en Ethiopie et la dictature de l'EPRDF.

Bien qu'ancrée dans les mouvements transnationaux oromo du renouveau islamique (*da'wa*) au Minnesota et en Afrique de l'Est (très actifs dans la mobilisation contre le projet du gouvernement éthiopien d'imposer en 2011 et 2012 un Islam d'état basé sur la doctrine très controversée d'*al-Ahbash*), la chaîne d'information qu'il dirige depuis quelques années milite pour une Ethiopie multinationale et multiconfessionnelle, en proposant aussi des programmes sur les populations oromo chrétiennes et d'autres nationalités éthiopiennes, ou encore des bulletins d'information en amharique et en anglais. Le centre de gravité d'OMN reste la mobilisation des opinions publiques nationales et internationales contre les abus commis par l'EPRDF sur les diverses communautés éthiopiennes, et le rejet du factionnalisme (entre partis oromo notamment) ou du recours à la violence (prôné jadis par l'*Oromo Liberation Front*).

La capacité d'OMN à fédérer une large audience, au-delà des clivages ethniques, religieux ou encore politiques (entre partisans d'un modèle national unitaire ou ethno-fédéral), s'est illustrée en juillet 2016, dans l'élan du rapprochement formel entre mobilisations oromo et amhara, lors de sa réconciliation avec son ancienne sœur rivale, *Esat*, la chaîne d'information en ligne proche du mouvement de résistance amhara Ginbot 7, émettant elle aussi depuis les Etats-Unis.

Si Jawar Mohammed utilise parfois son compte Tweeter pour lancer des appels à la mobilisation en Ethiopie (comme celui très suivi invitant les Oromo à vider leurs comptes à la *Commercial Bank of Ethiopia*, la principale agence bancaire nationale), il n'a à aucun moment, en tant que directeur exécutif d'OMN, dérogé au principe de résistance pacifique suivi depuis sa création par la chaîne d'informations, celle-ci étant dès lors moins l'instigatrice que le relais efficace des protestations initiées en novembre 2015 dans la région oromo.

En dépit des approximations et partis pris qui ont marqué les débuts d'OMN – et continuent de nuire aux programmes d'*Esat* –, la chaîne d'information en ligne offre aujourd'hui un traitement de l'information de qualité, ne se contentant plus de poster dans la précipitation des nouvelles reçues d'internautes éthiopiens, mais faisant preuve d'une réelle rigueur dans l'examen, la vérification et le recoupement des témoignages envoyés par des acteurs présents sur le terrain, manifestant un souci de précision de plus en plus marqué.

Cette qualité manifeste du traitement de l'information est également notable sur d'autres sites, comme celui d'Addis Standard, basé à Addis-Abeba et qui publiait sur place un magazine mensuel (format papier) jusqu'à son interdiction par les autorités éthiopiennes à la fin de l'année 2016, forçant le comité de rédaction à s'exiler aux Etats-Unis et à publier en ligne. Comme OMN ou encore la chaîne d'information qatari al-Jazeera, Addis Standard dispose en Ethiopie d'un important réseau de contributeurs potentiels, parmi lesquels des journalistes professionnels mais aussi des universitaires éthiopiens, rompus aux enquêtes de terrain et à la rigueur de la restitution des faits.

Malgré les campagnes de diffamation continues et la répression sans concession des autorités étatiques, les chaînes d'informations en ligne et les divers réseaux sociaux qui ont relayé (plus qu'instigué) les protestations initiées en novembre 2015 ont participé activement à l'émergence de réseaux transnationaux de donneurs d'alerte, symbolisée par la diffusion massive sur internet des images du mouvement de foule dramatique qui endeuilla les cérémonies d'*Irreecha* en octobre 2016, ou encore la mobilisation autour de la tragédie de Koshe en mars 2017, provoquée par l'effondrement d'une montagne d'ordures sur des habitations situées à proximité de cette décharge au sud d'Addis-Abeba⁵, et la création récente du hashtag *#WhereIsTheMoney*, dénonçant l'absence de réaction des autorités étatiques face au désastre.

5 Sur le drame de Koshe, voir l'article publié en ligne le 17 mars 2017 sur le site d'Addis Standard (<http://addisstandard.com/in-depth-analysis-qoshe-garbage-dump-collapse-a-trail-of-corruption-criminal-negligence-and-countless-victims/>), traduit en français sur le site <http://human-village.org/spip.php?article297>.

4. La remobilisation étatique: une fuite en avant autoritaire à court terme

Les mises à sac spectaculaires au début du mois d'octobre 2016 des entreprises étrangères autour d'Addis-Abeba constituent à la fois l'apogée des protestations initiées en novembre 2015 et leur endiguement sans doute très provisoire avec l'instauration de l'état d'urgence le 8 octobre 2016, reconduit récemment pour quatre mois. Les tentatives du gouvernement éthiopien de contrer ces soulèvements locaux transrégionaux ont cependant débuté bien avant la proclamation de l'état d'urgence, à travers l'annonce très médiatisée de nouvelles réformes censées mettre un terme aux violences et remobiliser l'opinion publique autour du projet de développement et de transformation socioéconomique porté depuis 26 ans par l'EPRDF et intensifié depuis une décennie et demi. Toutefois, ces efforts essentiellement formels semblent bien insuffisants face à l'ampleur et à la durée des soulèvements.

A partir du mois de juin 2016, les autorités éthiopiennes ont en effet annoncé toute une série de mesures correctrices, incluant notamment le retrait officiel des projets les plus contestés autour des réorganisations administratives locales et régionales (comme le plan de développement d'Addis-Abeba et de la SZSF en juin 2016, le rattachement des territoires amhara de Wolkayt à la région du Tigray ou encore le réagencement des districts konso dans le sud à la fin de l'année 2016), les remaniements ministériels des gouvernements fédéraux et régionaux en novembre 2016, ou encore les programmes d'évaluation des services étatiques ou l'ouverture officielle de discussions entre la coalition gouvernementale et les partis de l'opposition.

Néanmoins, l'efficacité de ces diverses annonces paraît douteuse, tant ces mises en scène d'apaisement demeurent peu convaincantes aussi bien pour les protestataires que pour les observateurs extérieurs. Au-delà de la confiance perdue et du sentiment désabusé d'une part vraisemblablement majoritaire de la population éthiopienne à l'égard des autorités gouvernementales, ces annonces, retraits et remaniements de façade masquent mal l'absence de véritable concession et l'autoritarisme accru du projet de remobilisation étatique imposé par l'EPRDF pour mater les soulèvements populaires.

Si les chiffres officiels font état de près de 500 morts et de milliers d'arrestations depuis le début des protestations et leur reprise en main brutale par le gouvernement éthiopien, les observateurs locaux s'accordent davantage sur au moins 2000 tués et des dizaines de milliers d'interpellations. Ainsi, derrière les déclarations formelles, la remobilisation étatique se caractérise par une limitation drastique des libertés individuelles dans le cadre de l'état d'urgence et une oppression systématique de toute forme d'opposition.

Ces développements se sont notamment manifestés à travers les coupures répétées et prolongées d'internet à l'échelle régionale et nationale, l'interdiction de plusieurs journaux, l'arrestation arbitraire de figures politiques majeures de l'opposition légale (comme Merera Gudina de l'OFC) et des acteurs de la société civile un tant soit peu critiques vis-à-vis de la coalition gouvernementale (comme les bloggers ou les prêcheurs de l'Islam réformiste

liés à l'école Awolia dans la capitale éthiopienne), ou encore les dizaines de milliers d'individus incarcérés pendant souvent plusieurs semaines dans les différents camps de redressement isolés en pleine campagne, établis en particulier dans la région oromo, où de nombreux décès ont été rapportés en raison des conditions de détention inhumaines.

Ce sont aussi les expéditions punitives menées contre les bastions de résistance les plus actifs (comme l'incendie entretenu délibérément par les forces de l'ordre au cœur d'un des marchés majeurs de Gondar fin 2016) et la surveillance accrue des jeunes et des fonctionnaires de l'Etat, avec l'imposition des séminaires d'évaluation et de remobilisation partisane autour de l'EPRDF dans les principales administrations, écoles secondaires et universités du pays.

Enfin, la remobilisation étatique s'appuie également sur un contrôle plus serré de la promotion des diverses traditions nationales, sous la forme de politiques culturelles offrant officiellement une meilleure représentation institutionnelle aux Oromo dans la FDRE (comme l'inauguration en mai 2016 de l'*Institute of Oromo Studies* dans la ville de Jimma ou encore le soutien apporté à l'inscription du système politique traditionnel du Gadaa au patrimoine immatériel de l'humanité de l'Unesco en décembre 2016). Aujourd'hui, ces initiatives très superficielles suscitent en outre la suspicion générale au sein des populations concernées, les rendant non seulement peu efficaces, voire contreproductives.

Alors que les politiques patrimoniales ont toujours été des éléments clés des dispositifs de la mobilisation institutionnelle étatique depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuelle coalition gouvernementale, leur réappropriation populaire sous la forme d'espaces publics de contestation est de plus en plus manifeste, notamment en Région Oromo avec la célébration annuelle dite d'*Irreecha* à Debre Zeyt, réinventée ou remise au goût du jour par le gouvernement éthiopien au début des années 2000, mais confisquée l'an passé par les manifestants oromo.

En effet, en octobre 2016, la célébration d'*Irreecha* s'est transformée en un gigantesque rassemblement contre le régime où plusieurs millions d'Oromo, les bras croisés au-dessus de leur tête, ont manifesté pacifiquement leur opposition au régime face à la tribune abritant les représentants régionaux de l'Oromo People Democratic Party (OPDO), le parti oromo gouvernemental, membre de la coalition de l'EPRDF⁶. A nouveau, la répression violente, totalement disproportionnée et irresponsable des forces de l'ordre génère des mouvements de foule incontrôlables, se soldant par plusieurs centaines de morts.

6 Les bras croisés au-dessus de la tête est devenu le symbole national et international des soulèvements pacifiques d'abord en région oromo, puis dans la région amhara. Popularisé par le marathonien oromo éthiopien Feysa Leeliso lors des Jeux olympiques de Rio en août 2016, ce geste a été massivement repris en Ethiopie (où il est interdit depuis l'instauration de l'état d'urgence) et sur les réseaux sociaux en ligne.

Conclusion: protestations croissantes et enlisement à court terme

Après l'imposition brutale par l'EPRDF de son monopole total de la mobilisation électorale et partisane lors des élections de mai 2015, la nature, l'ampleur et la durée sans précédent des protestations amorcées à partir du mois de novembre de la même année constituent un sérieux revers et un défi considérable pour la coalition gouvernementale qui dirige l'Ethiopie sans partage depuis 26 ans.

Malgré leur répression toujours plus violente, ces soulèvements populaires sonnent la fin du mythe de l'invincibilité de l'EPRDF et le rejet massif des injustices sociales, d'abord foncières, que les populations éthiopiennes n'acceptent plus de supporter autour des pratiques violentes, arbitraires et corrompues d'un modèle de développement étatique de moins en moins convaincant.

La diffusion mondiale et à répétition sur le web d'images révélant au grand jour la violence extrême du régime éthiopien sur des manifestants pacifiques et désespérés a également dévoilé au grand jour les déficiences de plus en plus édifiantes du modèle développementaliste dirigiste et des administrations étatiques, mettant à mal le symbole de la croissance 'made in Africa' incarné jusqu'alors par l'Ethiopie refondée de l'emblématique Premier ministre Meles Zenawi (1995-2012).

Trois ans après sa disparition, les tensions qui perdurent entre les potentiels dauphins de Meles Zenawi et l'occupation massive des positions administratives régionales par une jeune génération de cadres et de fonctionnaires enfantée par l'EPRDF, trop souvent arrogante, ignorante et corrompue, peuvent faire douter de la capacité du régime à se réformer en profondeur pour répondre aux frustrations légitimes d'une part aujourd'hui majoritaire de la population éthiopienne.

Au contraire, derrière les mises en scène d'apaisement très médiatisées, les piètres tentatives de remobilisation nationale autour du régime de l'EPRDF privilégient la répression et la brutalité croissantes des forces de l'ordre ou le recours accru au clientélisme pour monnayer les loyautés individuelles à la coalition gouvernementale. Il s'agit aussi de la pratique plus cynique et précipitée de la politique du 'diviser pour mieux régner', dans un climat de fébrilité – voire de panique – très perceptible au sein du pouvoir éthiopien, face au développement potentiellement incontrôlable des soulèvements à court terme.

Cette politique du pire s'est manifestée très récemment, au début du mois de juillet 2017, avec la mise à l'ordre du jour subite au Parlement fédéral d'un projet de loi visant à promouvoir l'oromo comme langue de travail officiel de l'administration d'Addis-Abeba et à remplacer les noms 'allogènes' des quartiers de la ville par leur appellation oromo 'originale', avec le risque évident d'attiser les tensions entre les habitants oromo et non oromo de la capitale.

L'absence de réponse aux doléances populaires et le caractère contreproductif des initiatives de remobilisation étatique pourraient aboutir à la fin imminente de la mise en veille des protestations qui s'était imposée suite à l'instauration de l'état d'urgence en octobre 2016, afin d'éviter un face-à-face forcément désavantageux avec les forces de l'ordre. Fort des solidarités locales transrégionales et des expériences fructueuses forgées au cours des précédents soulèvements et opérations de paralysie de l'économie du pays, le redémarrage inéluctable des soulèvements populaires en Ethiopie pourrait même intervenir dès le début du mois d'octobre 2017, date du premier anniversaire du massacre d'*Irreecha*.

Si l'intensité des frustrations populaires et l'intransigeance de la coalition au pouvoir laissent envisager un enlèvement autoritaire et une probable militarisation du régime à court terme, la mobilisation des relais transnationaux de ces protestations à l'extérieur du pays pourrait s'avérer décisive. Animés par des acteurs binationaux, souvent très éduqués et représentatifs de la diversité des sensibilités libérales, socio-démocrates ou ethno-fédérales d'une opposition éthiopienne réelle mais s'exprimant de façon essentiellement virtuelle, ces relais et réseaux hétéroclites de la diaspora éthiopienne pourraient davantage s'impliquer dans les mobilisations transconfessionnelles et transethniques fédérant, depuis l'été dernier, les mouvements de protestation régionaux et bâtir ensemble une alternative convaincante, consensuelle et pérenne aux dérives dictatoriales entropiques du régime EPRDF.